



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
19 rue de Ciron
Bâtiment A
81013 Albi Cedex

Albi, le 24/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SASU IDOINE Recyclage

289 route de Rouergue
12200 Toulonjac

Références : 12-Déchets-2024-19
Code AIOT : 0006803882

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2024 dans l'établissement SASU IDOINE Recyclage implanté 289 route de Rouergue Lieu-dit "Le Pont" 12200 Toulonjac. L'inspection a été annoncée le 04/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection prévue au Plan pluriannuel de contrôles 2024 (PPC)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SASU IDOINE Recyclage
- 289 route de Rouergue Lieu-dit "Le Pont" 12200 Toulonjac
- Code AIOT : 0006803882
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IDOINE Recyclage est implantée au lieu-dit «Le Pont», sur la commune de TOULONJAC.

Initialement exploitée par la SARL CARRIE, elle est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2006-165-5 du 14 juin 2006 à exploiter une installation de récupération de déchets non dangereux de métaux et d'alliages de résidus métalliques et d'objets en métal, activité relevant de l'autorisation (rubrique n°2713-1).

Par l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 octobre 2008, elle est autorisée à exploiter une installation de transit de déchets dangereux (rubrique n°2718-1).

Par courrier du 12 septembre 2016, le préfet de l'Aveyron actualise le classement des activités de la société CARRIE, sous les rubriques n°2713-1, 2718-1 et 2791-2.

Le 5 octobre 2020, par arrêté préfectoral complémentaire, la société CARRIE devient IDIONE Recyclage.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Depuis le 31 décembre 2023, la situation administrative de l'installation n'est plus à jour. Les activités liées à des anciennes rubriques pour la récupération de métaux et ferrailles et batteries usagées ont été arrêtées et de nouvelles activités non autorisées sont exercées.

L'installation doit faire l'objet d'une mise à jour intégrale de la situation administrative, avec la cessation partielle de certaines activités et l'autorisation éventuelle des nouvelles activités.

Au niveau des dispositions générales d'exploitation, l'installation doit faire l'objet d'une profonde réorganisation, plus particulièrement vis-à-vis des cessations partielles d'activités, des réhabilitations et mises en sécurité qui en découlent qui doivent impérativement être engagées et menées à terme.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Lettre du 12/09/2016, article Tableau art. 2 APC 2008	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois
2	Situation administrative	Code de l'environnement du 18/04/2024, article R512-39-1 & 512-75-1	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois
3	Détention de déchets	Code de l'environnement du 18/04/2024, article R543-140 & R543-141	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.3.9	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 7.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 7.6.1 et 7.6.2	Sans objet
7	Traçabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 8.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cf. bilan des constats hors points de contrôle qui en fait la synthèse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre du 12/09/2016, article Tableau art. 2 APC 2008
Thème(s) : Risques chroniques, Activités autorisées
Prescription contrôlée : Rubriques autorisées : <ul style="list-style-type: none">- n°2713-1 en autorisation : 10 000 m²- n°2718-1 en autorisation : 30 tonnes de batteries usagées,- n°2791-2 en DC : découpe de ferraille < 10 t/jour
Constats : Les seuils des rubriques de la prescription supra ne sont plus d'actualité, ils ont été modifiés par le décret n°2018-458 du 6 juin 2018. L'exploitant a déclaré lors de cette inspection avoir réduit l'ensemble des activités autorisées sous ces différentes rubriques dès septembre 2023, pour les cesser définitivement au 31 décembre 2023 et réorienter ses activités vers la fabrication de pellets de chauffage et litières pour animaux à partir de bois recyclés. En termes d'activités, d'après les volumes de déchets présents, l'exploitant exerce désormais des activités sous les rubriques décrites ci-dessous (Cf. A, B et C). <u>A) Rubrique n°2714-1</u> Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de bois et caoutchouc (pneus usagés) [...] Les volumes de déchets de bois estimés contradictoirement sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">- en vrac et en tas de 3 à 5 m de hauteur sur l'aire extérieure : de 500 à 800 m3,- dans 8 bennes de 12 à 30 m3, soit 20 m3 en moyenne par benne : 160 m3,- dans l'un des bâtiments, environ 200 m3 de palettes stockées en piles,- dans le bâtiment abritant l'unité de fabrication des pellets : un stock de 100 m3 en palettes et débris de palettes. Soit un volume total estimé compris entre 960 et 1260 m3 de déchets de bois, auquel il faut

ajouter environ **100 m³** de pneus de toutes sortes, tailles et origines, stockés en vrac au bout de l'installation.

Le volume de déchets présents pour la rubrique 2714 est estimé entre **1060 et 1360 m³**, soit relevant du régime de l'Enregistrement (E).

B) Rubrique n°2260-1b

Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels [...]

Pour classer cette activité qui relève d'un travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation est, selon les dires de l'exploitant, de 75 kW pour la presse.

La puissance du broyeur et des autres machines constituant la chaîne de fabrications des pellets est inconnue.

En l'absence d'informations techniques sur la puissance totale de la chaîne de fabrication le seuil suivant est retenu : > à 100 kW et ≤ 500 kW, soit sous le régime de la Déclaration avec Contrôles (DC).

C) Rubrique n°2716

Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes [...]

Cette classification concerne l'ensemble des déchets divers (DIB et autres) mélangés dont la nature exacte est difficile à déterminer et qui sont stockés çà et là sur l'installation dans des bennes de volumes divers. Certains de ces déchets semblent être des résidus de nettoyage des plateformes et des aires revêtues de l'installation, en attente d'évacuation vers les filières autorisées de valorisation, recyclage, traitement ou stockage.

La quantité présente sur site est estimée à:

- 2 bennes de 12 m³ pleines,
- 1 benne de 12 m³ en cours de remplissage,
- 3 bennes de volumes différents: volume total estimé de 20 à 30 m³.

Ce qui fait un total de DIB et déchets divers non identifiés de **50 à 70 m³**, soit Non Classé (NC).

Si l'exploitant souhaite rester en procédure d'autorisation, il doit adresser au préfet de l'Aveyron un dossier de porter à connaissance reprenant l'ensemble des modifications apportées à l'exploitation. Ce dossier devra comporter la situation de l'installation par rapport aux arrêtés ministériels en vigueur.

Selon la nature de la modification, un dossier de demande d'autorisation environnementale avec éventuellement un cas par cas sera demandé.

Si l'exploitant ne souhaite pas rester en procédure d'autorisation, il doit adresser au préfet de l'Aveyron un dossier de demande d'autorisation selon la procédure de l'enregistrement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est mis en demeure par un projet d'arrêté préfectoral de régulariser intégralement la situation administrative de son exploitation, dans le délai indiqué.

L'exploitant, conformément à la réglementation en vigueur, adresse à la préfecture de l'Aveyron et à l'Inspection un dossier de porter à connaissance qui reprend l'ensemble des modifications apportées à son installation, tant techniquement qu'administrativement.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 6mois

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/04/2024, article R512-39-1 & 512-75-1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation, modifications et porter à connaissance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>R512-39-1 du CE</u></p> <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. [...]</p> <p><u>R512-75-1 du CE</u></p> <p>I.-La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. [...]</p>
<p>Constats :</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <p>Constats : Constat en lien direct avec le constat précédent, le n°1.</p> <p>Au cours de la visite, l'exploitant a annoncé avoir cessé l'ensemble des activités décrites au constat précédent (rubriques n°2713, 2718 et 2791) et en avoir développé de nouvelles, en lien principalement avec la fabrication de pellets ou de litière animale à partir de déchets de bois recyclés.</p> </div>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant, conformément à la réglementation en vigueur, adresse à la préfecture de l'Aveyron un dossier de porter à connaissance qui reprend l'ensemble des modifications apportées à son installation, tant techniquement qu'administrativement.

Dans le cas de cessations partielles d'activités, l'exploitant averti la préfecture et doit prendre contact avec des bureaux d'études spécialisés afin de produire les diagnostics nécessaires à la cessation des activités et à la remise en état du site : dépollutions et réhabilitation des surfaces non exploitées dans le cadre des nouvelles activités, et production des différentes attestations prescrites par le décret n° 2021-1096 du 19 août 2021 modifiant diverses dispositions relatives aux sols pollués et à la cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 6mois

N° 3 : Détention de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/04/2024, article R543-140 & R543-141

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets divers et de pneus usagés

Prescription contrôlée :Article R543-140 du CE

Les professionnels détenteurs de déchets de pneumatiques et les collectivités territoriales ou leurs groupements, lorsque ces collectivités ou ces groupements ont procédé à la collecte séparée des déchets de pneumatiques, prennent les dispositions nécessaires permettant de préserver le potentiel de réutilisation, de recyclage et de valorisation de ces déchets en attendant leur collecte, notamment en les conservant à l'abri des intempéries.

Ils s'abstiennent de les rendre délibérément impropres à la réutilisation, au recyclage ou la valorisation. [...]

Article R543-141 du CE

Toute opération de tri, transit ou regroupement de déchets de pneumatiques ainsi que de traitement est effectuée dans une installation relevant des dispositions du titre Ier du présent livre [...]

Constats :

L'exploitant entrepose sur son installation des pneus usagés de toutes sortes, tailles et états, avec ou sans jante sans qu'il y ait la moindre organisation : pneus déposés en vrac et en tas à même le sol ou dans des bennes de 30 m³ soumis aux intempéries: volume estimé à **100 m³**.

Des déchets divers de type DIB et autres déchets difficilement identifiables car mélangés sont stockés dans une demi-douzaine de bennes pour un volume estimé de **50 à 70 m³**. Dans un bâtiment sont entreposés sur une palette filmée quelques centaines de kilos d'accus agricoles usagés.

Cf. constat n°1 et 2, en corollaire.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Tous les déchets stockés sur le site qui ne sont pas destinés aux filières de recyclage et/ou de valorisation sont à évacuer impérativement vers les filières autorisées, sous le délai de 6 mois dès réception du présent rapport, conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, qui dispose :</p> <p><i>«Les durées d'entreposage des déchets étant les suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>pour une durée inférieure à un an si les déchets sont destinés à élimination,</i> - <i>pour une durée inférieure à trois ans si les déchets sont destinés au recyclage ou à la valorisation.»</i> <p>L'exploitant dispose du délai de 6 mois pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> - réorganiser l'entreposage des pneus en distinguant les pneus destinés au recyclage ou à la valorisation, - évacuer les pneus destinés à l'élimination, - évacuer les bennes de DIB et autres déchets. <p>Dans le cadre de la traçabilité de ces déchets, l'exploitant fournit à l'Inspection l'intégralité des bons d'enlèvement et/ou de réception des déchets, quelle que soit leur destination finale. »</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6mois</p>

N° 4 : Prévention des pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 4.3.9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles des eaux de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 3 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5). MEST: 600 mg/l DCO brute: 2000 mg/l DBO5 brute: 800 Phosphore total: 50 mg/l Azote total: 150 mg/l Hydrocarbures totaux: 5 mg/l</p> <p>L'exploitant est tenu de faire procéder annuellement à un contrôle des rejets des effluents en sortie des séparateurs d'hydrocarbures. Le résultat de ce contrôle sera transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses ont été réalisées le 20 mars 2023 par le laboratoire Eurofins. Les analyses ont porté principalement sur les critères métaux:</p>

- Hydrocarbures : 3,84 mg/l pour un seuil à 5 mg/l. Conforme.
L'exploitant doit fournir de nouvelles analyses des eaux portant sur l'ensemble des paramètres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant fait réaliser une analyse des eaux de rejet conformément à la prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6mois

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 7.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles des installations
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Les installations électriques ont été vérifiées le 10 juillet 2023 par COVETECH de St-Jean de Védas (34). Le rapport fait état de deux non-conformités.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Justifier la réparation des non-conformités relevées par COVETECH.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6mois

N° 6 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 7.6.1 et 7.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Défense incendie
Prescription contrôlée :

Article 7.6.1 - Définition générale des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci.

Article 7.6.2 - Entretien des moyens d'intervention

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitation, en raison des activités exercées avant le 31 décembre 2023, dispose de 19 extincteurs de toutes sortes, disponibles à l'extérieur et dans les différents hangars, bâtiments et locaux.

Ces extincteurs ont été vérifiés le 11 avril 2024 par MDS-SI de Lombers (81). Le registre de sécurité de l'exploitant a été renseigné et tamponné.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit adapter sa défense incendie aux nouvelles activités (Cf. constat n°1).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 8.5

Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets entrants

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant tient un registre des entrées qui contient les informations suivantes :

- date et horaire de réception,
- nom du producteur,
- nature et la quantité de déchets reçus,
- identité du transporteur,
- numéro d'immatriculation du véhicule.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le registre des déchets entrants est informatisé, Il a été consulté et est parfaitement renseigné.

Au titre de l'année 2023, le registre comprend 4550 lignes d'entrées de déchets de toutes sortes et pour des quantités très variées, du kilo à la tonne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite